

21^{ème} CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE MIXTE DE HAUTE-SORNE

Procès-verbal de la séance du mardi 15 décembre 2015 à 18h30

A la Halle de gymnastique à Bassecourt

Présidente : Mme Catherine WOLFER, Présidente.

Secrétaire : M. Gérald KRAFT, Secrétaire du Conseil général.

Présents : M. le Maire Jean-Bernard Vallat. Les membres du Conseil communal suivants : Mme Rose-Marie Allemann, M. Pascal Crétin, M. Etienne Dobler, Mme Nicole Eggenschwiler, M. Jean-Louis Joliat, M. Guy Meier, M. Georges Migy et M. Gérard Ruch.
M. Michel Guerdat, Secrétaire communal.

Excusé : -

Convocation : La séance de ce jour a été convoquée par lettre et par publication dans le Journal Officiel n° 43 du 2 décembre 2015, ainsi que par affichage public.

Mme la présidente Catherine Wolfer a le plaisir d'ouvrir la séance du Conseil général à la halle de gymnastique à Bassecourt. Elle souhaite une cordiale bienvenue à toutes et tous. Elle salue Mirco Bellè, venu présenter les budgets communaux et bourgeois 2016, les représentants de la presse et le public.

Elle communique que la présente assemblée a été convoquée par courriel, courrier et affichage public, ainsi que par le journal officiel. Mme Catherine Wolfer donne connaissance de l'ordre du jour.

1. Appel.
2. Procès-verbal du 17 novembre 2015.
3. Communications.
4. Questions orales.
5. Approbation des budgets communaux et bourgeois 2016.
Fixation des taux et taxes proposées par le Conseil communal (Message n° 60 du Conseil communal au Conseil général du 23 novembre 2015).
6. Modification du règlement des digues de la Commune mixte de Haute-Sorne (Message n° 61 du Conseil communal au Conseil général du 23 novembre 2015).
7. Modification du règlement concernant l'entretien des chemins, milieux et objets naturels et autres ouvrages collectifs de la Commune mixte de Haute-Sorne (Message n° 62 du Conseil communal au Conseil général du 23 novembre 2015).
8. Réponse à la question écrite n° 12 « Informations sur les crédits d'études votés ».
9. Réponse à la question écrite n° 13 « Programme de législature et planification financière ».
10. Traiter la motion n° 7 « Préparons ensemble l'avenir de notre Commune ».
11. Nomination de deux membres de la commission d'école primaire.
12. Constitution du bureau (collège présidentiel) pour 2016 et nomination de ses scrutateurs.
 - a) Président ;
 - b) 1^{er} vice-président ;
 - c) 2^{ème} vice-président ;
 - d) 1^{er} scrutateur ;
 - e) 2^{ème} scrutateur.

La présidente demande s'il y a une proposition pour une inversion ou une suppression de points à l'ordre du jour ?

La présidente constate que l'ordre du jour est accepté tel que présenté.

La présidente donne la parole au Secrétaire du Conseil général pour l'appel.

1. Appel.

M. Gérard Kraft, secrétaire du Conseil général, procède à l'appel nominal. M. Yves Beuchat est excusé et remplacé par M. Patrice Baume. M. Gervais Gisiger est excusé et remplacé par M. Gérard Membrez. M. Vincent Seuret est excusé et remplacé par M. Olivier Chèvre. M. Lionel Rostagno est excusé et non remplacé. M. Frédéric Juillerat est excusé et remplacé par M. Yoann Schaffter. M. Damien Lachat est excusé et remplacé par M. Willy Habegger. 32 membres du Conseil général sont présents.

2. Procès-verbal du 17 novembre 2015.

Le procès-verbal de la séance du Conseil général du 17 novembre 2015 est accepté tel que présenté, avec remerciements à son auteur.

3. Communications.

Mme Catherine Wolfer a participé à l'ouverture officielle de la route des crèches présidée par Mme Nicole Lachat.

M. Etienne Dobler explique qu'en fin d'année dernière, les citoyens de Haute-Sorne recevaient un bordereau qui comprenait la facturation de différentes taxes. Ce bordereau comprenait notamment la taxe d'inhumation, taxe qui a suscité un certain nombre de questionnement de la part des citoyens, notamment dans les villages où cette taxe n'existait pas avant fusion. Cette taxe était facturée suite à l'acceptation par le Conseil général en date du 10 décembre 2013 du « Règlement sur les inhumations et les cimetières de la Commune mixte de Haute-Sorne », ainsi que son règlement tarifaire. Plusieurs citoyens se sont opposés à cette taxe et deux ont porté l'affaire devant la justice. Au terme de la procédure, le Tribunal de première instance a admis ces oppositions en rappelant, notamment, que les frais liés à l'entretien des cimetières, devaient être payés par le biais de l'impôt. M. Dobler donne encore des informations concernant le jugement. M. Etienne Dobler évoque ensuite les conséquences pour les habitants des villages de Haute-Sorne sachant que les frais liés à l'entretien des cinq cimetières s'élèvent à environ Fr. 80'000,- annuellement et qu'il faut d'une manière ou d'une autre payer. Pour Glovelier et Undervelier, ces deux villages connaissaient déjà par le passé une telle taxe. Cela permettait donc, lors d'un décès, de rendre les prestations gratuites. La décision de justice, qui nous oblige à renoncer à l'encaissement de cette taxe, ne permettra plus d'offrir des prestations gratuites aux habitants de ces deux villages lors d'un décès, même si la taxe a été payée par le passé. Cette taxe ainsi payée depuis de nombreuses années est perdue. Pour Courfaivre et Soulce, il n'y aura pas de changement, sachant que les prestations de la voirie liées à l'entretien des cimetières étaient payées par l'impôt et que les frais liés aux inhumations étaient facturés à la famille du défunt, frais qui s'élevaient à environ Fr. 1'500,-. La Commune de Bassecour payait l'entier des frais liés à l'entretien des cimetières ainsi que les inhumations par le biais de l'impôt. En d'autres termes, les personnes ayant recouru contre la taxe payaient déjà par le passé les frais liés aux inhumations et à l'entretien des cimetières. Simplement, ces frais étaient payés par l'impôt et non pas par une taxe. En regard de la taxe, l'impôt est perçu différemment puisqu'il se rapporte directement au revenu du contribuable. En conséquence, le règlement sur l'entretien des cimetières et des inhumations sera modifié conformément à la décision de justice et les frais liés à l'entretien des cimetières seront couverts par le biais de l'impôt ordinaire. M. Etienne Dobler termine en rappelant que le Service financier est à disposition pour répondre à toute question.

M. Etienne Dobler communique encore que pour pouvoir traiter le remboursement de la taxe perçue pour l'année 2014 de manière rationnelle, le Conseil communal a pris la décision de porter le montant payé en déduction sur le bordereau des taxes communales 2015.

M. Jean-Bernard Vallat annonce que c'est la dernière séance de M. Jean-Louis Joliat, qui quitte le Conseil communal au 31 décembre 2015, pour raison de santé. Il a débuté au Conseil communal il y a une année et demi. Il lui souhaite de passer une heureuse retraite, avec une bonne santé.

M. le Maire annonce l'engagement, pour août 2016, d'un apprenti agent d'exploitation de Courfaivre et une apprentie employée de commerce qui vient de Bassecourt. La Commune va encore engager un-e stagiaire dès août 2016 pour une année, pour faire sa maturité.

M. le Maire communique que M. Joseph Bailat prend sa retraite au 31 décembre 2015, quelques mois avant la retraite officielle. Le Conseil a engagé une personne auxiliaire, qui donne entière satisfaction. Pour la halle des Fêtes de Bassecourt, une personne qui s'occupait de la halle d'Undervelier est en charge de la halle des Fêtes de Bassecourt. Le Conseil communal procédera à une réorganisation du pool concierges.

Mme Catherine Wolfer annonce que les membres du Conseil général pourront découvrir un article dans le prochain Clin d'œil, préparé par le bureau du Conseil général, consacré à un bilan du fonctionnement de la commune après trois ans d'activité. Mme Wolfer relève avoir beaucoup apprécié la discussion et l'échange avec ses collègues du bureau.

4. Questions orales.

M. Michel Saner (PDC) revient sur la communication de M. le Maire Jean-Bernard Vallat, lors de la séance du Conseil général du 17 novembre 2015, au sujet de la vente de l'ancienne école et administration communale de Courfaivre, au prix de Fr. 25'000,-. Une vente effectuée à une jeune entreprise de Courfaivre. M. Michel Saner relève que plusieurs citoyens de Courfaivre se sont insurgés à l'annonce de cette vente en mentionnant qu'elle aurait pu être publiée et qu'à ce prix elle aurait certainement intéressé plusieurs acheteurs domiciliés au village. Il pose les questions suivantes :

- Y a-t-il eu une procédure de vente publique de ce bâtiment ?
- A-t-il fait l'objet d'une nouvelle expertise, sachant que sa valeur actuelle était de plus de Fr. 400'000,- ?
- Le prix du terrain à cet endroit peut-être estimé à Fr. 80,- le m2. Ce terrain est de plus de 800 m2, qui représentent Fr. 64'000,-, plus la vente dudit bâtiment soit un total de Fr. 89'000,-, montant supérieur aux compétences du Conseil communal selon le règlement d'organisation et d'administration ?
- Est-ce que le Conseil communal ne devait-il pas s'assurer juridiquement pour que la vente immobilière soit respectée (vente à n'importe quel prix) ? M. Saner relève que l'ancienne école de Berlincourt a été vendue pour Fr. 100'000,-.

M. le Maire Jean-Bernard Vallat répond que cela fait trois ans que le Conseil communal souhaitait se débarrasser du bâtiment de l'ancienne école et de l'administration communale à Courfaivre. Des annonces ont été publiées, notamment dans le Clin d'œil et sur le site internet, plusieurs amateurs se sont annoncés, mais ont renoncé en raison de l'état du bâtiment et de l'accès. Nous sommes pénalisés, car il n'y a pas d'accès. Il rappelle que le bâtiment tombe en ruine, les murs commencent à pencher. Pour l'assainir et le rendre accessible, cela aurait coûté bien plus que Fr. 89'000,-. Le Conseil communal a mené une réflexion et a saisi l'opportunité de vendre ce bâtiment à une jeune entreprise. Au final, le Maire relève que la Commune a fait une bonne affaire.

M. Michel Saner (PDC) est non satisfait.

5. Approbation des budgets communaux et bourgeois 2016. Fixation des taux et taxes proposés par le Conseil communal (Message n° 60 du Conseil communal au Conseil général du 23 novembre 2015).

M. Etienne Dobler donne quelques informations concernant les budgets 2016 et les taxes, avant de passer à la présentation des budgets communaux et bourgeois 2016.

Mme Nicole Lachat (PCSI+RC) déclare que le groupe PCSI+RC a pris le temps d'étudier consciencieusement le budget 2016. Les questions que se posaient le groupe ont obtenu des réponses satisfaisantes, soit de la part du Conseil communal, soit de la part de l'administration. Les

réponses données ont permis d'éviter des rencontres ad hoc avec les responsables des finances. Elle remercie le Conseil communal pour le message n° 60, qui est clair et précis. Il contient toutes les informations utiles et nécessaires. Il a été apprécié par les membres du groupe PCSI+RC. Mme Lachat est d'avis que la lecture attentive du budget, malgré le résultat quasi équilibré, nous donne quand même quelques frayeurs. La situation financière de notre commune n'est encore et de loin pas idéale. Nous ne sommes pas au bout de nos difficultés. Mme Lachat invite les instances qui peuvent influencer sur les comptes de la Commune de Haute-Sorne d'être parcimonieux dans nos dépenses. Au surplus, le groupe PCSI+RC est inquiet au niveau de la dette. Si la situation n'est pas catastrophique, elle estime la situation suffisamment grave pour les autorités préparent des mesures d'économies. Elle lance donc un appel à la réflexion. Devrons-nous passer sous le joug d'une opération telle qu'Optima ? Pourrions-nous nous passer d'un travail en profondeur pour débusquer toutes les dépenses qui ne sont pas indispensables et déloger toutes les possibilités de recettes qui pourront améliorer notre compte de fonctionnement ? Affaire à suivre selon Mme Lachat. Pour le court terme, le groupe PCSI+RC préfère se réjouir de ce budget 2016 tel que présenté. Elle termine en disant que finalement, nous prenons les bonnes nouvelles comme elles viennent tout en nous préparant à des lendemains difficiles ! Le groupe PCSI+RC va accepter le budget 2016. Elle remercie encore une fois le dicastère et son responsable pour son excellent travail et sa présentation soignée.

M. Patrick Ballaman (groupe PS) indique que le groupe PS a pris connaissance du budget 2016 et remercie MM. Etienne Dobler et Mirco Bellè pour leur disponibilité et toutes les informations apportées. M. Ballaman tient à relever le tour de force réalisé pour réussir à présenter le budget avant la fin de l'année. Il ajoute qu'il faut une bonne volonté de tous les acteurs pour arriver à ce résultat et il tient à les en remercier. Il espère que cette bonne habitude puisse être maintenue. M. Ballaman explique que la gestion d'une plus grande structure comme celle de Haute-Sorne permet sans conteste de professionnaliser davantage encore la gestion financière de la collectivité publique. Une optimisation a ainsi été réalisée dans la gestion des engagements financiers hypothécaires. Il en va de même dans la gestion des liquidités par l'échelonnement de la facturation des taxes durant l'année. Un compte courant en positif évite les intérêts passifs qui avaient cours précédemment. Cette pratique permet aussi une répartition plus adéquate du travail des employés du service financier. Il ajoute que malgré le redressement effectué, le découvert demeure important. Un équilibre est trouvé grâce à l'apport croissant de la péréquation financière et de l'aide à la fusion. La situation globale ne dégage pas une marge de manœuvre intéressante pour des investissements. Notre capacité financière reste compliquée et la prudence demeure de mise. M. Ballaman est d'avis qu'un équilibre budgétaire aurait pu être trouvé si nous ne devions pas renoncer au prélèvement de la taxe d'inhumation 2014 (remboursement à effectuer), ainsi que 2015. Malgré la volonté exprimée par le législateur, une autre alternative sera à trouver rapidement, laquelle avantagera certains et en lèsera d'autres. En ce qui concerne les taxes, seule celle concernant les eaux (propres et usées) n'a pas encore été uniformisée. L'adaptation de la loi sur le plan cantonal devrait permettre dans les meilleurs délais la réalisation du règlement communal.

M. Michel Saner (groupe PDC) déclare que le groupe PDC a accueilli favorablement le message. Il relève que le budget est sans grand déficit, un résultat qui s'explique aussi la péréquation financière et le subside d'aide à la fusion. Le groupe PDC remercie le Conseiller communal des finances et le caissier pour l'excellent travail fourni.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

M. Etienne Dobler présente le budget communal de fonctionnement 2016, qui prévoit un excédent de charges de Fr. 21'920,-.

Les investissements 2016 sont estimés à 7'486'000 Francs de dépenses pour 1'070'000 Francs de recettes, soit un investissement net de 6'416'000 Francs.

M. Etienne Dobler présente ensuite les budgets bourgeois de fonctionnement et d'investissement 2016.

Budgets de fonctionnement bourgeois 2016 :

Bourgeoisie de Bassecourt	excédent de produits	fr.	23'850,-
Bourgeoisie de Courfaivre	excédent de produits	fr.	1'350,-
Bourgeoisie de Glovelier	excédent de charges	fr.	47'820,-
Bourgeoisie de Soulce	excédent de produits	fr.	7'950,-

Passés au vote, les budgets communaux et bourgeois 2016 sont acceptés par 31 voix, sans opposition.

M. Etienne Dobler prend cette acceptation comme un signe d'encouragement. Il est toujours à l'écoute des membres du Conseil général pour la présentation et la compréhension des documents. Il remercie ses collègues et la commission des finances, ainsi que l'ensemble du personnel, plus particulièrement Mirco Bellé pour son travail et l'excellente collaboration.

6. Modification du règlement des digues de la Commune mixte de Haute-Sorne (Message n° 61 du Conseil communal au Conseil général du 23 novembre 2015).

M. Jean-Louis Joliat rappelle que le règlement des digues a été approuvé par le Conseil général du 28 octobre 2014, il a été constaté que l'application faisant l'objet du présent message pose quelques difficultés à notre administration. Plus précisément sous l'angle de la légalité, ceci en référence à l'article 36, alinéa 1 de la Constitution fédérale. En fait, le règlement des digues de la Commune mixte de la Haute-Sorne ne mentionne pas de dispositions pénales spécifiques, ce qui constitue une lacune dans le domaine de l'application dudit règlement. Ces considérations nous amènent à vous demander la modification de certains articles.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Mme Catherine Wolfer donne connaissance de la nouvelle teneur des articles modifiés.

La discussion est ouverte, mais la parole n'est pas demandée.

Passée au vote, la modification du règlement des digues est acceptée par 31 voix, sans opposition.

7. Modification du règlement concernant l'entretien des chemins, milieux et objets naturels et autres ouvrages collectifs de la Commune mixte de Haute-Sorne (Message n° 62 du Conseil communal au Conseil général du 23 novembre 2015).

M. Georges Migy explique que comme nous pouvons le constater en prenant connaissance du message n° 62, tout au long de cette année, le service financier a procédé aux diverses démarches en prévision de la facturation de la taxe sur la valeur officielle pour l'entretien des chemins et autres ouvrages collectifs. Il est ressorti que pour éviter tout problème identique à la taxe d'inhumation et de disposer de toutes les bases légales nécessaires, certains ajustements du règlement étaient nécessaires. Tous les articles devant subir un ajustement ou une modification sont tirés d'un règlement type fourni par le Service juridique du Canton et corroborés par notre propre service juridique communal. M. Migy apporte une clarification concernant l'article 25, alinéa 3. Actuellement, il n'y a pas d'endroit dans la commune qui est concerné par cette mesure, mais comme actuellement la tendance va dans le sens du développement de chambres d'hôtes ou de gîtes ruraux, etc, il sera possible, la première année de percevoir un forfait de Fr. 200,- et ensuite les années suivantes, c'est la contribution en tant que propriétaire foncier qui sera uniquement facturée. Ce forfait unique se justifie par un accroissement potentiel du trafic généré par une activité supplémentaire sur les chemins des améliorations foncières (AF) qui seront concernés.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Mme Catherine Wolfer donne connaissance de la nouvelle teneur des articles modifiés.

La discussion est ouverte, mais la parole n'est pas demandée.

Passée au vote, la modification du règlement concernant l'entretien des chemins, milieux et objets naturels et autres ouvrages collectifs est acceptée par 31 voix, sans opposition.

8. Réponse à la question écrite n° 12 « Informations sur les crédits d'études votés ».

La réponse à la question écrite n° 12 intitulée : « Informations sur les crédits d'études votés » a été envoyée par courrier et courriel aux membres du Conseil général. Elle a également été publiée sur le site internet de la Commune.

La réponse écrite du Conseil communal, par M. Etienne Dobler, est annexée au présent procès-verbal.

M. Vincent Voyame (PCSI+RC) est satisfait de la réponse.

9. Réponse à la question écrite n° 13 « Programme de législature et planification financière ».

La réponse à la question écrite n° 13 intitulée : « Programme de législature et planification financière » a été envoyée par courrier et courriel aux membres du Conseil général. Elle a également été publiée sur le site internet de la Commune.

La réponse écrite du Conseil communal, par M. Etienne Dobler, est annexée au présent procès-verbal.

M. Daniel Joray (PCSI+RC) est satisfait de la réponse.

10. Traiter la motion n° 7 « Préparons ensemble l'avenir de notre Commune ».

M. Jean-Luc Portmann (PCSI+RC), auteur de la motion la développe. Il explique que les organes politiques, à quel niveau que ce soit (fédéral, cantonal et communal) sont tous absorbés par les tâches opérationnelles et c'est normal. La mise en place de notre commune est élément qui vient encore s'ajouter à ces nombreux travaux quotidiens. Ne dit-on pas que « Gouverner c'est prévoir ? » Alors la motion du PCSI n'a d'autre ambition que de réfléchir à notre avenir. Comment doit fonctionner Haute-Sorne à partir du 1^{er} janvier 2018, date de la nouvelle législature. M. Portmann ajoute que sa motion aurait pu s'appeler « Levons le nez du guidon et ayons une vision stratégique-politique de Haute-Sorne pour 2018 ». Si le comité de fusion connaissait un certain nombre de paramètres pour mettre en place Haute-Sorne, la situation a beaucoup évolué en peu de temps et il faut savoir se remettre en question. Il sait et comprend qu'il puisse être difficile de s'ajouter du travail, alors qu'à tous les niveaux, nous sommes déjà bien occupés. Mais c'est justement pour éviter ces surcharges que nous devons nous mettre autour d'une table et réfléchir à un meilleur fonctionnement. Ce serait tomber dans un cercle vicieux que de ne pas « lever le nez du guidon » pour réfléchir à notre fonctionnement. Car si nous n'améliorons pas notre manière de travailler, notre organisation, nos structures politiques, notre administration, nous allons continuer de ramer contre le courant. Pour M. Portmann, sa motion n'est pas le mer à boire ! Elle demande juste que les intéressés et concernés se mettent autour d'une table pour réfléchir à notre avenir. En termes de calendrier, nous sommes dans le bon timing. Tout d'abord, il faut profiter des élus actuels, qui ont vécu ses trois premières années intenses et qui bénéficient d'une belle expérience et d'un vécu important. Qui sera encore présent parmi ces « sages » lors de la prochaine législature ? En termes de calendrier, il résume la situation ainsi :

- Depuis 2013, nous avons acquis une belle expérience de vie de trois ans,
- 2015 : la décision de réflexion est prise,
- 2016 : le travail de réflexion est mené,
- 2017 : les éventuelles modifications organisationnelles, peut-être légales et réglementaires sont effectuées,
- 2018 : nous débutons la nouvelle législature au 1^{er} janvier dans un nouvel écrin.

Pour M. Jean-Luc Portmann, c'est une belle aventure qui pourrait être vécue si les membres du Conseil général le veulent bien. Il demande à ses collègues de soutenir la motion n° 7. Elle doit nous garantir, dans un temps acceptable, d'être encore et toujours meilleurs.

M. Jean-Bernard Vallat, maire, donne la prise de position du Conseil communal. Après bientôt trois ans passés à construire, modifier, harmoniser et/ou adapter toutes les situations liées à la fusion, les membres du Conseil communal ont déjà eu l'occasion, à maintes reprises, de se faire des réflexions et des commentaires sur l'avenir des structures communales. Une analyse de la situation devra se faire et un état des lieux devra établir si ce qui a été fait jusqu'à maintenant est maintenu ou si des modifications devront être apportées durant la 2^{ème} législature. Les membres du Conseil communal sont d'avis que la réflexion doit et devra se faire à la fin de la présente législature et que dans le contexte actuel il est prématuré de se pencher sur des questions fondamentales qui touchent

l'organisation général du fonctionnement communal. M. le Maire relève qu'il y a de bonnes raisons pour que nous pensions qu'il est prématuré actuellement d'entrer dans ces travaux :

1. Nous n'avons pas encore le recul suffisant et nécessaire pour faire une analyse objective et complète de la situation.
2. Nous avons jusqu'à présent paré pour construire la fusion en donnant le maximum. Mais nous ne sommes pas encore entrés dans les projets d'avenir qui vont se faire à partir de maintenant. Les deux prochaines années serviront à adapter les modalités pour pérenniser les institutions. Un programme de législature sera bientôt présenté qui aura aussi certainement des incidences sur ces institutions.
3. En créant un groupe de travail comme le demande la motion, nous allons une fois de plus surcharger les conseillers communaux, les conseillers généraux et toute l'administration communale.
4. En plus, la convention de fusion nous donne cinq ans pour mettre en place cette nouvelle commune et non pas pour déjà partir sur des modifications. Le citoyen ne comprendrait peut-être pas qu'on modifie déjà avant d'avoir terminé le travail demandé en 2012 !

Pour M. le Maire, au terme de ces cinq ans, il sera alors temps de penser plus loin et d'élaborer au sein de notre commune de nouvelles données et de corriger peut-être diverses situations. L'objectif premier que nous devons absolument avoir ces deux prochaines années est de pouvoir renouveler nos autorités le mieux possible. Les élections de 2017 s'annoncent primordiales pour assurer la juste représentation de nos villages et de satisfaire au mieux à l'équilibre. La demande sous forme de motion paraît à l'heure actuelle trop contraignante aux yeux des membres du Conseil communal. La surcharge de travail des autorités qui sont comme déjà dit à fond dans la construction de notre commune, aurait peut-être, voire sûrement, un effet négatif. La forme du postulat paraît mieux adaptée pour la circonstance, car la motion obligerait le Conseil communal à déposer un projet alors que le postulat, bien moins contraignant, demande un examen et la présentation d'un rapport. En cas de maintien de la motion, le Conseil communal demande au Conseil général de la refuser.

M. Michel Saner (PDC) demande une interruption de séance. Les membres du Conseil général sont favorables.

Après la suspension de séance, la parole est donnée à M. Patrick Ballaman (PS). Ce dernier explique que la première législature bat son plein et trouve gentiment son rythme de croisière. Schématiquement, il a fallu une année pour la mise en place, une année pour l'uniformisation des règlements et une année, à priori, pour les premières corrections des règlements, pourtant passés entre les mains des commissions, du Conseil communal, du Service des communes et enfin du Conseil général. La tâche s'avère importante et le cahier des charges plus conséquent, notamment pour les conseillers communaux. Il n'y a surtout pas péril en la demeure. Nous constatons que le fonctionnement de la commune donne globalement satisfaction et répond plutôt aux attentes que nous pouvions en avoir. M. Ballaman ajoute qu'il était convenu que la représentation des 5 villages soit effective durant les cinq premières années. La deuxième législature réservera une autre réalité, puisque la représentation villageoise ne sera plus un critère. Ce nouveau mode d'élection va peut-être provoquer certains changements et une perception différente de notre fonctionnement de la part des élus, mais surtout des citoyens. La proposition faite par notre collègue dans cette motion paraît tout à fait justifiée. Une remise en question devra avoir lieu. Le groupe PS pense que c'est un peu précipité et qu'il faut prendre plus de recul avant de pratiquer des changements. M. Ballaman rappelle que la convention de fusion donnait cinq ans à la nouvelle commune pour réussir sa mise en route. Notre grand navire doit encore voguer un moment avant d'effectuer ses premières évaluations et ses premiers bilans. Il ajoute que la seconde législature va revêtir une autre réalité avec notamment l'application du nouveau règlement sur les élections communales. Il paraît donc précipité pour le PS de mettre en route cette remise en question par le biais de la motion, qui fixe un délai de deux ans pour sa réalisation. Le groupe PS aimerait soutenir cette idée par le biais d'un postulat, moins contraignant dans le temps, auquel le Conseil communal pourrait répondre après avoir mené une évaluation du travail des commissions. Le groupe PS soutient aussi l'idée émise par le Conseil communal de distribuer un questionnaire auprès de la population qui serait une première étape idéale. Ce questionnaire aurait pour but de prendre le pouls des citoyens quant à leur attente de leur nouvelle commune. Cette démarche apporterait un enrichissement incontestable en prenant en compte les avis, remarques et suggestions des citoyens. Ce résultat participerait à l'élaboration d'une base de travail pour mener la réflexion et la remise en question proposée par la présente motion. Le groupe PS soutient la transformation de la motion en postulat.

M. Jean-Luc Portmann annonce qu'il maintient sa motion. Il trouve que les deux interventions ne vont pas à l'encontre de sa motion. Il réaffirme qu'il faut réfléchir maintenant. Plutôt que de transformer sa

motion en postulat, il vaudrait mieux l'annuler, car cela veut dire qu'il faut attendre la fin de la législature. M. Portmann répète que c'est le moment de lever le nez du guidon. Il aimerait également réfléchir avec le Conseil général, le Conseil communal et l'administration.

Passé au vote, la motion est acceptée par 18 voix contre 10.

11. Nomination de deux membres de la commission d'école primaire.

Mme Catherine Wolfer communique que lors de la séance du bureau du Conseil général, M. Julien Meier d'Undervelier a été annoncé pour représenter Undervelier. Il n'y a pas d'autre proposition. M. Julien Meier est nommé tacitement, avec remerciements.

Mme Catherine Wolfer relève que nous n'avons toujours pas de représentant pour le village de Soule. Aucune proposition n'est faite.

12. Constitution du bureau (collège présidentiel) pour 2016 et nomination de ses scrutateurs. **a) Président ;** **b) 1^{er} vice-président ;** **c) 2^{ème} vice-président ;** **d) 1^{er} scrutateur ;** **e) 2^{ème} scrutateur.**

Election du bureau du Conseil général pour l'année 2016.

a) Présidence du Conseil général

M. Michel Saner (PDC) présente la candidature de M. Claude Humair à la présidence. M. Humair est domicilié à Bassecourt depuis 1991, marié et père de 3 enfants adultes. Il travaille comme infirmier-chef à l'hôpital de Saignelégier. Il a fait partie du Conseil général de Bassecourt durant deux ans et du Conseil communal de Bassecourt. Depuis le 1^{er} janvier 2013, M. Humair est conseiller général de Haute-Sorne. Il remercie les membres du Conseil général de leur soutien à la candidature de M. Claude Humair.

M. Claude Humair est nommé président du Conseil général pour l'année 2016 par applaudissements.

b) 1^{er} vice-président

M. Jean-Luc Portmann (PCSI+RC) annonce que l'actuelle 2^{ème} vice-présidente Mme Christine Roemer ne briguera pas ce mandat. Il la remercie de son engagement au bureau. Il présente la candidature de Mme Nicole Lachat, bourgeoise de Bassecourt, mariée et maman de quatre grands enfants. Mme Lachat est très active et très impliquée dans la vie des sociétés locales et villageoises. Elle est secrétaire-comptable à la crèche-garderie Les Patachous. Elle a siégé au Parlement jurassien et au Conseil général de Bassecourt, qu'elle a présidé à deux reprises.

Mme Nicole Lachat est nommée 1^{ère} vice-présidente pour l'année 2016 par applaudissements.

c) 2^{ème} vice-président

M. Patrick Ballaman (PS) présente la candidature de M. Lionel Rostagno, actuellement scrutateur.

M. Lionel Rostagno est nommé 2^{ème} vice-président pour l'année 2016 par applaudissements.

d) 1^{er} scrutateur

Mme Nicole Lachat (PCSI+RC) présente la candidature de M. Daniel Joray de Glovelier.

M. Daniel Joray est nommé 1^{er} scrutateur pour l'année 2016 par applaudissements.

e) 2^{ème} scrutateur

M. Michel Saner (PDC) propose la candidature de M. Olivier Boillat de Glovelier.

M. Olivier Boillat est nommé 2^{ème} scrutateur pour l'année 2016 par applaudissements.

M. Claude Humair, élu à la présidence du Conseil général, remercie très chaleureusement ses collègues de la confiance témoignée en le nommant à la présidence du Conseil général pour l'année 2016. C'est avec émotion mêlée à un peu d'inquiétude, mais aussi avec motivation et conviction qu'il accepte cette responsabilité. Inquiétude légitime face à l'investissement lié à la charge représentée par cette fonction et au souci de mener à bien et avec sérénité les débats qui auront lieu tout au long de l'année.

« Motivation importante en regard du travail et de l'investissement que nous et vous avez consenti au cours de ces trois premières années de législature. Le Conseil communal, le Conseil général, les membres des nombreuses commissions et le personnel communal, tous ont, au cours de ces trois premières années qui ont suivi la fusion de nos cinq communes, montré un engagement et une volonté de mener à bien ce projet de commune unique qui regroupe 6'900 habitants. Je cite deux chiffres pour illustrer une petite partie de la tâche accomplie et souligner le dynamisme de notre Commune. En 2013 : 152 permis de construire ont été délivrés ; 2014 : 151 permis. Les chiffres sont tirés du site de notre commune, que je vous encourage à visiter, car il est très bien fait. J'ai la conviction que notre commune est sur la bonne voie. Nous avons connu une première année de régulation, il a fallu apprendre à se connaître, apprendre à travailler ensemble avec nos différences, mais aussi avec ce qui nous rassemble. Nous avons connu une deuxième année plus réglementaire, notre collègue Denis est devenu un spécialiste des règlements communaux. Nous terminons la troisième année, année conduite avec tact et engagement par Catherine. De belles choses ont été réalisées ou sont en cours de réalisation : ouverture d'une antenne UAPE, développement de la ZAM, agrandissement de l'école secondaire, réalisations de zones à bâtir, etc. D'autres sujets ont fait débat ou ont suscité des réactions parfois vives : suppression de classes d'école, nouvelle gestion des déchets, harmonisation de taxes, etc. Harmoniser le fonctionnement de cinq villages au sein d'une commune unique est une tâche énorme et un défi que nous devons relever année après année, qui prend du temps et demande l'engagement de chacun d'entre nous. Sans vouloir tomber dans l'angélisme, Je pense que nous pouvons être fiers du chemin parcouru, tout en restant lucide concernant celui qu'il nous reste à faire. Nous allons entamer la quatrième année de législature, cette année doit s'inscrire dans la volonté de continuer l'harmonisation de notre fonctionnement, afin de garantir l'équité de traitement à tous nos concitoyens. Il pense par exemple au subventionnement des sociétés de notre commune à la gestion équitable de nos nombreuses infrastructures collectives, etc. Des décisions devront être prises, nous les prendrons et il est confiant dans notre capacité à les assumer. »

M. Humair remercie en particulier la présidente sortante pour son engagement, ainsi que son groupe politique pour sa confiance. Il souhaite placer cette année 2016 sous le signe de la collaboration entre autorités politiques de notre commune pour être au service de la population de Haute-Sorne. *« Travaillons ensemble, débattons, défendons nos idées, prenons des décisions tout en sachant rester à l'écoute de nos concitoyens. »*

M. Claude Humair souhaite à toutes et tous et à leur famille de belles fêtes de fin d'année et il se réjouit de retrouver tout le monde en 2016.

Discours de Mme la Présidente Catherine Wolfer

Mme Catherine Wolfer s'adresse à l'assemblée et revient sur son année de présidence : *« le 27 janvier 2015, première séance du Conseil communal qu'il me revient de présider. Je suis très impressionnée. Malgré que j'aie été bien drillée par mon prédécesseur Denis Jeannerat et malgré que j'aie appris le règlement quasi par cœur... je me suis préparée comme si j'allais passer un examen ! Heureusement, au terme de cette première séance, les félicitations et encouragements reçus de plusieurs d'entre vous, m'ont permis de prendre confiance et j'ai immédiatement senti votre indulgence quand il m'est arrivé de m'emmêler les pinceaux ou d'oublier certains détails du protocole. J'ai pu compter sur vous pour me rattraper en vol et je vous remercie. Aujourd'hui, cela fait un an et six jours que vous m'avez élue à la présidence du Conseil général, il est temps de mesurer le chemin parcouru. Que dire ? « Ouf, c'est fini ! ou dommage, c'est passé trop vite ? » Ni l'un ni l'autre et les deux à la fois. »*

Mme Wolfer continue en expliquant qu'elle a eu à cœur de toujours développer une culture du dialogue, à calmer le jeu et à encourager les échanges en direct si possible, ceci par rapport aux situations conflictuelles dont elle a eu connaissance et aux nombreux courriers et courriels qu'elle a reçus.

Mme Wolfer retiendra de cette année de présidence, les souvenirs de moments intenses de rencontres, de partage et d'émotion. Elle a essayé de répondre à la plupart des invitations qu'elle a reçues. Mme Wolfer remercie ses collègues du bureau, M. le Maire, les conseillers communaux, les employés communaux pour leur ouverture, leurs précieux conseils et leur collaboration sans faille. Elle dit avoir tenté, au plus près de sa conscience, de répondre à sa tâche et de faire respecter les règlements. Elle est satisfaite de la manière dont les débats se sont déroulés. Mme la Présidente a voulu comprendre comment fonctionnait une commune de l'intérieur, c'est chose faite. C'est une aventure qui valait la peine d'être vécue.

Ont été déposées :

Question écrite n°14 : « Location des infrastructures sportives et culturelles de la Commune de Haute-Sorne », déposée par M. Daniel Joray (PCSI+RC) et signée par l'auteur, ainsi que MM. Kevin Challet (PS), Olivier Boillat (PDC) et Jean-Luc Portmann (PCSI+RC).

Question écrite n° 15 : « Demandes d'informations concernant la taxe des digues et la taxe relative à l'entretien des chemins » déposée et signée par M. Patrick Ballaman (PS).

Ces deux questions écrites sont annexées au présent procès-verbal.


M. le Maire Jean-Bernard Vallat apporte encore une information au sujet du bâtiment de l'ancienne école et de l'administration de Courfaivre. Les archives ont été déménagées dans les locaux à Bassecourt et sécurisées. Il remercie Claude Crevoisier, ancien secrétaire de Courfaivre, de l'énorme travail effectué. Il ajoute encore que la croix de mission sera déplacée et remise dans un endroit à déterminer à Courfaivre.

M. le Maire Jean-Bernard Vallat rappelle que nous sommes arrivés au terme de trois ans de fonctionnement de notre nouvelle commune. Le bilan est satisfaisant, pas seulement concernant les comptes et les budgets, mais aussi sur la manière de collaborer et de travailler. Il relève que le personnel donne entière satisfaction et en profite pour les remercier pour le travail effectué. Il remercie les membres du Conseil général et les suppléants pour leur disponibilité. Il remercie également ses collègues du Conseil communal, pour leur collaboration et leur inlassable travail. Il félicite M. Claude Humair pour sa nomination à la présidence du Conseil général et associe les membres du bureau. Il félicite aussi Mme Catherine Wolfer, qui a assumé durant une année un excellent travail à la présidence du Conseil général. Un bouquet de fleurs lui est remis. Enfin, M. le Maire souhaite à toutes et tous d'agréables fêtes de Noël.

Constatant que l'ordre du jour avait été passé en revue, Mme Catherine Wolfer remercie les membres du Conseil général et du Conseil communal de leur participation et leur engagement. Elle souhaite à tout le monde de belles fêtes de Noël, ainsi qu'une bonne année 2016.

Mme Catherine Wolfer lève la séance à 20h35.

Bassecourt, le 15 décembre 2015

AU NOM DU CONSEIL GENERAL	
La Présidente	Le Secrétaire
Catherine Wolfer 	Gérald Kraft 